

---

[Un paradis pour les accapareurs de terres : un militant écologiste camerounais poursuivi en justice alors que les charges pesant sur ses agresseurs « disparaissent » mystérieusement](#)

Communiqué de presse de GRAIN, de l'Oakland Institute et du World Rainforest Movement

**Contacts :**

Nasako Besingi, Struggle to Economize Future Environment (SEFE)  
+23775136000 [nasako.bondoko@gmail.com](mailto:nasako.bondoko@gmail.com)

Frederic Mousseau, Oakland Institute (FR, EN)  
+1510 512 5458 [fmousseau@oaklandinstitute.org](mailto:fmousseau@oaklandinstitute.org)

Arrêté, agressé puis accusé de diffamation : ce n'est qu'une partie des pressions subies par Nasako Besingi, un défenseur de l'environnement et des droits fonciers, alors qu'il aidait les communautés de la région sud-ouest du Cameroun à empêcher la société américaine Herakles Farms (HF) de s'emparer de leurs terres pour mettre en place une plantation de palmiers à huile de 20 000 hectares.

Le 19 juin prochain, Nasako Besingi et quatre autres opposants au projet de HF comparaîtront devant les tribunaux. Ils sont accusés par le gouvernement d'avoir « participé à l'organisation et à la tenue d'une réunion publique non déclarée ». Les cinq personnes ont été arrêtées et inculpées en novembre 2012 alors qu'elles distribuaient des t-shirts critiquant Herakles Farms.

Le 24 juin, N. Besingi devra en outre répondre des accusations de diffamation portées contre lui par la firme américaine. Herakles Farms prétend que N. Besingi a publié de « fausses nouvelles par Internet » quand il a envoyé un courriel privé détaillant la manière dont il avait été pris dans une embuscade en août 2012 par quatre hommes employés par l'entreprise alors qu'il se rendait à moto à une communauté menacée par les plantations de la société.

N. Besingi a déposé une plainte contre ses agresseurs après l'incident. Mais le procureur, qui s'occupe des deux affaires contre N. Besingi, n'a pas encore retenu de charges à l'encontre des quatre hommes qui l'ont attaqué. N. Besingi s'est récemment vu répondre par le parquet du procureur du département du Ndian, que le dossier avait « disparu ».

« Le gouvernement du Cameroun envoie un message signifiant que les terres de son peuple sont à vendre à des entreprises étrangères, et que quiconque résistera sera puni », explique Ange David Baimey de GRAIN.

Les deux procès ont été ajournés à plusieurs reprises, ce qui exerce une énorme pression sur N. Besingi et les autres militants ainsi que leurs familles, et alourdit le coût des frais de justice.

« Même si l'entreprise a renoncé à son projet initial visant à s'emparer de plus de 73 000 ha dans la

---

deuxième plus grande forêt tropicale du monde pour sa plantation d'huile de palme et l'a réduit à environ 20 000 ha, Herakles se heurte à une forte opposition sur le terrain. Le recours à l'intimidation des militants locaux à travers des procès abusifs, s'ajoute à une longue liste d'actions répréhensibles comme l'exploitation forestière illégale, la corruption et d'autres tactiques douteuses utilisées par l'entreprise Newyorkaise pour donner au projet l'apparence d'être durable et bénéfique pour le Cameroun », explique Frédéric Mousseau de l'Oakland Institute.

« Herakles et le Gouvernement du Cameroun espèrent que les gens se lasseront d'entendre parler de l'intimidation des militants et des collectivités », explique N. Besingi. Il est absolument nécessaire que l'attention internationale se porte sur cette société et sur les attaques du gouvernement contre son peuple. Maintenant. »

GRAIN, l'Oakland Institute et le World Rainforest Movement appellent Herakles Farms et le gouvernement camerounais à mettre fin à toutes les formes d'intimidation visant ceux qui critiquent le projet d'Herakles Farms et à abandonner toutes les charges pesant sur Nasako Besingi et ses camarades. Le gouvernement et l'entreprise devraient plutôt amener devant les tribunaux ceux qui ont violemment attaqué N. Besingi et ses camarades militants et engager un dialogue de bonne foi avec les communautés locales qui cherchent à défendre leurs terres.

Les deux affaires seront jugées par le Tribunal de première instance de Mundemba, dans le département du Ndian.

Pour plus d'information :

Greenpeace et Oakland Institute

- [Herakles Exposed: The Truth Behind Herakles Farms False Promises in Cameroon](#) (2013)
- [Massive Deforestation Portrayed as Sustainable Development: the Deceit of Herakles Farms in Cameroon](#) (2012)
- <http://www.oaklandinstitute.org/land-deals-africa-cameroon>

GRAIN

- [Un activiste camerounais menacé d'emprisonnement pour s'être attaqué à un accapareur de terres de Wall Street](#) (2013)